

Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 6 MARS 2017, à 19 heures

Présents : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames CASU Odile, DUFAIX Marylène, CHAMOT-PONCET Soizick, Adjointe – Mrs BOULEUC Yves, LABBE René, DUVAL Yvonnick, Adjoints – Mmes BREVAULT Chantal, LEPAIGNEUL Virginie, MALOIZEL Madeleine, MAZEAU Laurence, MENARD Patricia, PERRIGAULT Chantal, THOMAS Huguette, VILLENEUVE Catherine, conseillères municipales, Mrs COURDENT Stéphane, GIZARD Rémy, de LA PORTBARRÉ Dominique, LESNE Loïc, SIGURET Jérôme, VUILLAUME Michel, Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Madame ENEL-REHEL Rozenn, conseillère Municipale (*pouvoir à M. de LA PORTBARRE Dominique*), Madame LE SCORNET Sylvie, conseillère Municipale (*pouvoir à Mme LEPAIGNEUL*), Messieurs JENOUVRIER Stéphane, LEMONNIER Philippe, LESAGE Samuel et PLIHON Sébastien, conseillers municipaux
Secrétaire de séance : Madame VILLENEUVE Catherine, conseillère municipale.

Procès-verbal de la séance du 6 Février 2017 : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

FINANCES

2017.022 – Approbation des comptes administratifs 2016

Monsieur René Bernard, Maire, remet la présidence de l'assemblée à Madame Odile Casu, 1^{ère} adjointe, pour le temps de l'examen et du vote des comptes administratifs et quitte la salle du conseil municipal.

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, invite les membres de l'assemblée à approuver les comptes administratifs 2016, comme suit :

a – Commune

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	2 114 616.02 €	3 403 852.70 €
Déficit 2015	-	-
Recettes	3 127 620.82 €	1 989 733.81 €
Excédent 2015	350 000.00 €	776 849.43 €
Résultat 2016	+ 1 363 004.80 €	- 637 269.46 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

22 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, **APPROUVE** le compte administratif 2016 de la commune.

b – Restaurant Scolaire

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	205 745.91 €	-
Déficit 2015	néant	-
Recettes	208 304.68 €	-
Excédent 2015	12 805.68 €	-
Résultat 2016	+ 15 364.45 €	-

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

22 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le compte administratif 2016 du Restaurant Scolaire.

c- Caisse des Ecoles

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	15 821.20 €	-
Déficit 2015	-	-
Recettes	14 700.00 €	-
Excédent 2015	5 212.08 €	108.40 €
Résultat 2016	+ 4 090.88 €	+ 108.40 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

22 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le compte administratif 2016 de la Caisse des Ecoles.

d – Centre de santé

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	27 938.46 €	11 371.38 €
Déficit 2015		3 182.77 €
Recettes	28 076.56 €	9 302.11 €
Excédent 2015	10 189.82 €	
Résultat 2016	+ 10 327.92 €	- 5 252.04 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

22 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le compte administratif 2016 du Centre de Santé.

e – Assainissement

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	488 092.77 €	1 789 986.33 €
Déficit 2015	-	-
Recettes	625 766.92 €	1 822 879.50 €
Excédent 2015	-	376 370.83 €
Résultat 2016	+ 137 674.15 €	+ 409 264.00 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

22 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le compte administratif 2016 de l'Assainissement.

f - Lotissement d'Habitation II

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	286 931.62 €	286 931.52 €
Déficit 2015	-	- 286 562.13 €
Recettes	286 931.72 €	286 562.13 €
Excédent 2015	207 946.15 €	-
Résultat 2016	+ 207 946.15 €	- 286 931.52 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

22 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le compte administratif 2016 du Lotissement d'Habitation II.

2017.023 - Affectation des résultats 2016

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux Finances, propose d'affecter comme suit les résultats des comptes administratifs précédemment votés :

a – Commune

Résultat de fonctionnement 2016	1 363 004.80 €
BP 2017 - Recettes d'investissement article 1068 - "Excédent de fonctionnement capitalisé"	<u>1 013 004.80 €</u>
BP 2017 - Recettes de fonctionnement article 002 - "Excédent de fonctionnement reporté"	350 000,00 €

b – Assainissement

Résultat de fonctionnement 2016	137 674.15 €
BP 2017 - Recettes d'investissement article 1068 - "Autres réserves"	<u>137 674.15 €</u>
BP 2017 - Recettes de fonctionnement article 002 - "Excédent de fonctionnement reporté"	-

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

22 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE, à l'unanimité, les affectations ci-dessus précitées.

Monsieur le Maire reprend sa place au sein de l'assemblée et remercie les membres de lui avoir donné quitus pour la gestion de l'exercice budgétaire 2016.

2017.024 - Approbation des comptes de gestion 2016

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux finances, précise que les comptes de gestion 2016 (*Commune, Restaurant Scolaire, Caisse des Ecoles, Centre de Santé, Assainissement et Lotissement d'habitation II*), établis par la Trésorière Principale de Cancale, ont fait l'objet d'un contrôle de concordance avec les comptes administratifs de la collectivité et s'équilibrent au centime d'euro près avec les écritures des comptes administratifs.

Il soumet ces comptes de gestion à l'approbation de l'assemblée.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

23 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, **APPROUVE** les comptes de gestion 2016 (*Commune, Restaurant Scolaire, Caisse des Ecoles, Centre de Santé, Assainissement et Lotissement d'habitation II*) de Madame la Trésorière Municipale.

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2017

Préambule

La loi du 6 février 1992 a étendu aux communes de 3500 habitants et plus l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci par l'assemblée. Le débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel et ne se traduit par un vote, mais il doit retracer :

- . *l'environnement général : évolution des ressources, particulièrement celle des dotations de l'Etat, la revalorisation ou non des bases, les relations financières avec les partenaires institutionnels (département, région,...)*
- . *les tendances financières locales : épargne de gestion, autofinancement, encours de la dette*
- . *les perspectives budgétaires : objectifs sur le niveau de la fiscalité, l'endettement, la progression de l'investissement et la gestion de la programmation pluriannuelles.*
- . *la perspective budgétaire : évaluation à moyen terme des ressources de la collectivité et de ses charges.*

Exposé de M. René BERNARD, Maire

« Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, vient de présenter les comptes administratifs 2016 de notre collectivité. Je vous remercie de les avoir approuvés.

Il faut souligner la rigueur avec laquelle ont été exécutés nos différents budgets. Nous le devons au travail de l'ensemble des acteurs qui œuvrent pour la commune : vous, les conseillers municipaux au travers des choix faits lors des commissions ; vous, mes fidèles et efficaces adjoints qui mettez en œuvre ces décisions en veillant à respecter les inscriptions budgétaires. Merci également aux services qui savez nous accompagner et alerter lorsque vous constatez un point qui nécessite une attention particulière. C'est ce travail collectif qui nous permet de mener à bien notre exécution budgétaire. Les résultats sont en tous points conformes aux projections financières 2016/2022 réalisées par Mme Le Mener, directrice des services, et présentées l'an dernier à l'appui du débat d'orientation budgétaire.

Ce mandat municipal court de 2014 à 2020. Nous sommes donc aujourd'hui à mi-mandat, le moment de dresser un premier bilan. Les réalisations sont allées bon train et sont conformes aux engagements pris.

Pour mémoire, je rappellerai les investissements réalisés (*la construction du bâtiment enfance-jeunesse, l'extension du complexe sportif*) et en cours d'achèvement (*le programme de réaménagement des entrées d'agglomération*), soit un total de 4 300 000 €.

Pour les 3 années avenir, je vous propose de poursuivre nos programmes.

- Les travaux de construction de la **bibliothèque** ont pris quelque retard suite à la découverte, en cours de chantier, d'un sol comportant de la colle amiantée. Cet imprévu va engendrer un retard de livraison de l'équipement d'environ deux mois et un coût supplémentaire. Ce préjudice fera l'objet d'un recours à l'encontre du bureau de diagnostic qui n'avait pas repéré cette surface lors de ses investigations.
- Le programme d'extension-restructuration de l'**EHPAD** est en cours de finalisation. Avec Mme Casu et M. Duval, nous serons en mesure de vous présenter l'avant-projet définitif lors de la prochaine réunion de conseil municipal. Nous répondrons à travers ces travaux aux besoins de l'établissement, aux attentes des résidents et des salariés. Nous satisferons également aux exigences de l'Agence Régionale de Santé et du Conseil Départemental, notamment en matière de sécurité, d'accessibilité et de normes, notamment pour la cuisine et le secteur « soins ». Pour cette opération, il nous sera possible de solliciter une subvention de l'ARS dans le cadre du «Fonds d'aide à l'investissement au bénéfice des établissements médico-sociaux ». Un démarrage de chantier est prévu en fin d'année.
- Par ailleurs, vous serez invités dans la présente séance à désigner un maître d'œuvre en charge de la création d'un **réseau d'assainissement collectif** dans le secteur du Vaulérault et d'une extension du réseau au Domaine Robin. Ce programme de travaux pourra débuter à l'automne 2017 et bénéficie d'un subventionnement de l'Agence de l'Eau à hauteur de 40%.
- Une autre réalisation, attendue depuis 8 ans, devrait voir le jour à partir de la fin l'année et s'étaler sur le 1er semestre 2018. Il s'agit de la confection d'un **giratoire au Vaupinel**. La commune sera appelée à participer financièrement à sa réalisation. Les discussions sont en cours avec le Conseil Départemental.

Comme Monsieur Bouleuc, adjoint aux finances, a déjà du vous le rappeler, nous évoluons dans un contexte financier contraint où il est de plus en plus difficile d'équilibrer les budgets communaux. Le compte administratif démontre que nous pouvons continuer à bien fonctionner. Il va toutefois falloir nous montrer encore plus rigoureux pour tenter de conserver des charges de fonctionnement constantes et dégager des marges suffisantes pour financer nos investissements.

A titre d'illustration, nous savons aujourd'hui que nous percevrons 55 000 € en moins au titre de la DGF. De plus, pour la 1^{ère} année, la commune vient de se voir notifier par l'Etat une somme de 28 000 € à régler au titre d'une production insuffisante de logements sociaux. Nous solliciterons Monsieur le Sous-Préfet afin d'être exonéré de cette retenue, conséquence de l'application de la loi SRU.

Les budgets 2017 sont en cours de préparation. Leur vote sera inscrit à la séance de conseil municipal du 3 avril prochain. Il nous sera possible de mener à bien l'ensemble de nos programmes mais, pour ce faire, j'ai demandé à toutes les commissions d'être rigoureuses dans leurs choix. Si nécessaire, des arbitrages seront opérés. Nous conservons toujours pour objectif de financer les investissements par le biais d'un emprunt à hauteur de 650 000€ comme prévu dans notre prospective de mandat. »

VOIRIE – ASSAINISSEMENT

2017.025 – Marché d'entretien de la voirie – Attribution du marché

Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, explique que le précédent marché d'entretien de la voirie a pris fin au cours de l'année 2016. Une consultation a donc été engagée sous la forme d'une procédure adaptée afin de trouver un nouveau prestataire.

Les prestations « Point à Temps Manuel et/ou Automatique » sont proposées sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande d'une durée de 1 an, reconductible 3 fois maximum. Six offres ont été reçues dans le délai imparti.

Après examen et classement des propositions par la commission des marchés, réunie le 6 février 2017, il est proposé à l'assemblée de retenir l'offre la mieux-disante, soit l'entreprise COLAS (*sise à St-Guinoux 35430 – ZA de Beaulieu*), pour les prestations suivantes :

- | | | |
|--|---|----------------------------|
| - Mise en œuvre de Point à Temps Manuel | : | 580 € HT la tonne de liant |
| - Mise en œuvre du Point à Temps Automatique | : | 695 € HT la tonne de liant |
| - Déflachage préalable | : | 15 € HT la tonne |

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
après un vote dont les résultats sont :

23 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

- **ACCEPTE** la proposition de l'entreprise COLAS (*sise à St-Guinoux 35430 – ZA de Beaulieu*), mieux disante, dans les conditions notées au bordereau des prix du marché, citées plus haut,
- **DIT** que la durée du marché est fixée à 12 mois, reconductible 3 fois par décision écrite de la personne responsable du marché notifiée au titulaire un mois avant le terme du marché,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le marché à intervenir et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

2017.026 – Marché de modernisation de la voirie – Attribution du marché

Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, explique que le marché de modernisation de la voirie a pris fin dans le courant de l'année 2016. Une consultation a donc été engagée sous la forme d'une procédure adaptée afin de trouver un nouveau prestataire.

Les prestations sont proposées sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande d'une durée de 1 an, reconductible 3 fois maximum. Cinq offres ont été reçues dans le délai imparti.

Après examen et classement des propositions par la commission des marchés, l'assemblée est invitée à retenir l'offre la mieux-disante, soit l'entreprise COLAS (*sise à St-Guinoux 35430 – ZA de Beaulieu*).

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
après un vote dont les résultats sont :

23 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

- **ACCEPTE** la proposition de l'entreprise COLAS (*sise à St-Guinoux 35430 – ZA de Beaulieu*), mieux disante, dans les conditions notées au BPU (*bordereau des prix unitaires*) du marché,
- **DIT** que la durée du marché est fixée à 12 mois, reconductible 3 fois par décision écrite de la personne responsable du marché notifiée au titulaire un mois avant le terme du marché,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le marché à intervenir et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Observations :

Monsieur Labbé précise que ces deux marchés de voirie sont des marchés à bons de commande, ce qui offre à la collectivité une grande souplesse en matière de réactivité, ainsi qu'une bonne maîtrise du calendrier souhaité pour les interventions.

2017.027 – Création d'un réseau d'assainissement collectif pour le secteur du Vaulérault et une extension au Domaine Robin (2^{ème} tranche) – Désignation d'un maître d'œuvre

Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, rappelle que la collectivité a choisi de se faire assister d'un maître d'œuvre afin de conduire l'opération de création d'un réseau d'assainissement collectif dans le secteur du « Vaulérault- Le Petit Porcon - Bel Air – Château de Beauregard » » et d'extension du réseau au « Domaine Robin ».

Il est rappelé que cette action figure au programme-cadre contracté avec l'Agence de l'Eau pour l'année 2017. Quatre bureaux d'études ont été invités à fournir une proposition d'assistance à la maîtrise d'ouvrage. Deux bureaux ont fait savoir que leur planning de travail ne leur permettait pas de postuler à cette mission ; un bureau n'a pas répondu.

Seul, le bureau NTE (La Chapelle des Fougeretz) a présenté une offre. Celle-ci a été jugée recevable et répondant parfaitement au cahier des charges de la collectivité.

Elle s'établit au prix suivant :

- Mission de base : 22 500 euros HT
- Option : 9 860 euros HT (intégration des travaux en domaine privé)

Il est à noter que l'Agence de l'Eau intervient au financement de l'opération à plusieurs titres :

- Aide à la création du réseau pour les travaux engagés par la commune
- Aide aux particuliers pour le raccordement de leurs habitations, ceci à la condition que la commune porte l'opération

Ce dispositif de financement figure dans l'accord de programmation finalisé avec l'Agence de l'Eau selon délibération en date du 6 février 2017.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

après un vote dont les résultats sont :

23 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

- **ACCEPTE** la proposition du bureau d'études NTE (Nouvelles Technologies Environnementales), sis à La Chapelle des Fougeretz, dans les conditions financières notées plus haut, à la fois pour la mission de base et l'option,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le marché à intervenir et toutes les pièces afférentes à ce dossier,

Observations :

Monsieur le Maire fait observer que la société NTE est effectivement restée seule en lice pour ce marché de maîtrise d'œuvre, du fait de la défection des autres bureaux sollicités. Si la consultation n'a toutefois pas été déclarée infructueuse, c'est parce que la collectivité connaît bien les références et le sérieux de cette société qui a déjà réalisé de nombreux travaux pour la ville, dont le schéma directeur d'assainissement. Son offre de prix est de plus parfaitement raisonnable pour la prestation demandée.

URBANISME

2017.028 - Demande de levée d'un emplacement réservé (n°42) au Plan d'Occupation des Sols

Monsieur le Maire indique que Monsieur Jamoteau et Mme Guiboileau, nouveaux propriétaires de l'immeuble situé au n° 29 rue de la Baie, ont constaté l'existence d'un emplacement réservé n° 42 sur leurs parcelles S 415 et T 1107.

Cet emplacement a été constitué aux termes du P.O.S afin de permettre l'accès à la zone 1NAEC « Le Moulin du Bourg » à partir de la RD 8 sur 6 mètres.

Constatant que la voie, objet de la réserve est réalisée, ils demandent à la commune la levée de cet emplacement réservé et de toutes les contraintes qui s'y rattachent.

La commune n'a en effet plus aucun intérêt à conserver cet emplacement réservé n° 42, compte-tenu de l'aménagement réalisé et de la nouvelle configuration des lieux. Cet emplacement réservé est devenu obsolète et ne figurera d'ailleurs pas au projet de P.L.U. Il peut donc être levé.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

23 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

- **PREND ACTE** du bien-fondé de la demande présentée par Monsieur Jamoteau et Mme Guiboileau,
- **SE DECLARE favorable** à la levée de l'emplacement réservé n° 42 et de toutes les contraintes s'y rattachant, (cf extrait de plan joint),
- **DONNE tous pouvoirs** à Monsieur le Maire pour donner suite à cette décision.

AFFAIRES SCOLAIRES

2017.029 – Contrat d'association avec l'école privée Saint-Joseph – Participation communale 2017

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint, se retire de la séance pendant l'examen de ce dossier.

Madame Marylène Dufaix, adjointe, rappelle que dans le cadre de la convention de mise en œuvre du contrat d'association, révisée par le conseil municipal le 4 juillet 2016, il est convenu que la participation communale versée à l'OGEC doit être égale au coût de revient moyen réel d'un élève de l'école publique, en prenant en compte toutes les dépenses prises en charge par la commune sur la base de la législation en vigueur.

A partir des éléments de coût de revient d'un élève de l'école publique en 2016, il convient donc de déterminer le montant que la commune devra verser à l'OGEC au titre de l'année 2017.

Le coût de revient d'un élève de l'école publique s'établit commune suit en 2016 :

- Elève de maternelle : 832.36 €
- Elève de primaire : 350.34 €

En vertu de ce calcul, la dotation 2017 pour l'OGEC s'élève à

- Maternelle : 100 élèves x 832.36 € = 83 236 €
- Primaire : 136 élèves x 350.34 € = 47 646.24 €

Total de la participation 2017 = 130 882.24 € (arrondi à **130 883 €**)

Elle indique que comme le prévoit la convention de mise en œuvre du contrat d'association, le conseil municipal, par délibération en date du 6 février 2017, a accordé à l'OGEC une avance de 78 310.50 € (soit 50 % de la participation 2016 qui s'élevait à 156 621 euros).

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **DIT** que le montant de la participation due à l'OGEC au titre du contrat d'association s'établit à la somme de **130 883 €**,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder au mandatement du solde de cette participation (soit la somme de 130 883 € - 78 310.50 € = 52 572.50 €) dans les conditions prévues au contrat.

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint, reprend place au sein de l'assemblée.

2017.030 – Allocation à l'école publique pour l'achat de fournitures scolaires

Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, indique à l'assemblée qu'il convient de déterminer le montant forfaitaire par élève qui sera alloué à l'école publique pour l'achat de fournitures scolaires. La commission des affaires scolaires, réunie le 2 mars dernier, propose de conserver le même montant/élève qu'en 2016 fixé à 50.35 €/élèves (*délibération du 29 mars 2016*), soit le calcul d'allocation suivant pour le budget 2017 :

. Ecole Publique : 182 élèves x 50.35 €	=	9 163.70 €
. Le solde 2016 non consommé et conservé	=	1 991.90 €

L'inscription 2017 (*article 6067 – Caisse des Ecoles*) = **11 155.60 € (arrondi à 11 156 €)**

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

23 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **FIXE** le montant de l'allocation allouée à l'école publique pour l'achat de fournitures scolaires à 50.35 euros €/élève et **DIT** que le solde non consommé en 2016 sera reporté,
- **INSCRIT** le montant de 11 156.00 € détaillé ci-dessus au budget de la Caisse des Ecoles.

2017.031 – Allocation exceptionnelle pour l'achat de livres à l'école publique

Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, indique que lors du conseil d'école du 3 novembre 2016, Madame la Directrice de l'Ecole Publique a sollicité la commune pour une subvention exceptionnelle destinée à l'achat de nouveaux manuels scolaires.

En effet, de nouveaux programmes sont entrés en vigueur au mois de septembre 2016. Les anciens manuels (*histoire, sciences, maths...*) ne répondent plus aux attentes institutionnelles.

L'école a procédé à une commande de 1 428.64 € sur le budget de la Coopérative Scolaire. Mais, l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE) a fait remarquer à l'école que cette dépense n'aurait pas dû être réglée et prise en charge de cette façon.

Aussi, pour poursuivre le renouvellement des manuels, la commission des affaires scolaires, réunie le 2 mars dernier, propose d'allouer une dotation exceptionnelle de 1 500 euros à l'école publique.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

23 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **DECIDE** d'octroyer une allocation exceptionnelle de 1 500 euros à l'école publique pour l'achat de nouveaux manuels scolaires,
- **DIT** que ce montant sera inscrit au budget 2017 de la Caisse des Ecoles à l'*article 6067 – Fournitures scolaires*

2017.032 – Allocation aux écoles pour les activités parascolaires

Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, déclare qu'il convient de déterminer le montant forfaitaire par élève qui sera alloué aux écoles pour les activités parascolaires.

Ce montant s'établissait en 2016 à 21.15 €/élève (*délibération du 29 mars 2016*).

La commission des affaires scolaires, réunie le 2 mars dernier, propose de maintenir ce même montant/élève pour l'année 2017, soit le calcul d'allocation comme suit :

Budget général de la commune :

Ecole Publique	182 élèves x 21.15 € =	3 849.30 €
Ecole Privée	236 élèves x 21.15 € =	4 991.40 €

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

23 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **DECIDE** de maintenir le montant de l'allocation à 21.15 €/élève aux écoles pour les activités parascolaires,
- **DIT** que lesdits montants alloués aux écoles publique et privée seront inscrits dans le budget général de la Commune – année 2017.

2017.033 – Allocation pour l'arbre de Noël 2017 des enfants des écoles

Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, rappelle qu'il y a lieu de déterminer le montant forfaitaire par élève alloué aux écoles pour l'arbre de Noël (achat de livres). Elle indique que la commission des affaires scolaires, réunie le 2 mars dernier, propose de maintenir ce montant à 6.50 €/élève.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

23 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **FIXE** cette participation à 6.50 €/élève et par école pour l'année 2017,
- **CHARGE** les directions des deux écoles de procéder, au moment opportun, aux acquisitions correspondantes.

AFFAIRES CULTURELLES

Fonctionnement de l'école de Musique de Cancale – Financement communal

Madame Marylène Dufaix, adjointe, indique que l'Ecole de Musique de Cancale sollicite le renouvellement de sa convention de fonctionnement pour la période allant du 1^{er} juillet 2017 au 31 décembre 2019.

La collectivité étant en attente d'informations complémentaires sur ce nouveau mode de fonctionnement, ce dossier est ajourné et sera revu lors de la prochaine séance du conseil municipal.

INFORMATIONS

Conseil Municipal : prochaine réunion le lundi 3 avril 2017, à 19 heures

Commission « VIVRE à SAINT-MELOIR des ONDES : réunion le lundi 27 mars 2017, à 19 heures. Objet : Subventions aux associations

Elections présidentielles : Des propositions de tableaux de présence pour les élections présidentielles des 23 avril et 7 mai 2017 sont remises à chaque élu. Monsieur le Maire demande à chacun de confirmer son accord d'ici le 1^{er} avril.

Conception d'un giratoire au « Vaupinel » :

Monsieur le Maire présente à l'assemblée l'avant-projet d'aménagement du carrefour du « Vaupinel », conçu par le Département 35. Il s'agit de réaliser un giratoire à l'intersection de la RD 36 et RD6.

Le giratoire a été calé de façon à préserver le parking du supermarché et n'empiéter que sur les espaces verts.

Coté Cancale, l'entrée a été portée à 2 voies pour prendre en compte les pointes de trafic. Une emprise sur la parcelle privée (angle sud-est) est nécessaire pour assurer un dégagement de visibilité en approche du carrefour. Celle-ci sera précisée ultérieurement.

Route du Vaupinel, le projet conservera en bord du giratoire, l'altitude actuelle de la route. Un rehaussement de la voie est toutefois nécessaire et se traduira par une surélévation de l'ordre de 40 cm au droit de l'entrée de la première maison, le raccordement ne paraît pas insurmontable. Des adaptations pourront encore être apportées dans la finalisation de l'étude technique en vue des travaux.

Des acquisitions de terrains doivent être faites. La double voie d'entrée envisagée pour les véhicules venant de Cancale peut être modifiée à la marge. Le début des travaux est prévu la fin d'année 2017 et la mise en service pour l'été 2018. Une participation financière sera demandée à la commune. A ce jour, le montant de celle-ci n'est pas connu.

Le conseil municipal charge Monsieur le Maire de poursuivre l'élaboration du projet avec les services du Conseil Départemental 35.

La secrétaire de séance
Catherine VILLENEUVE



Séance close à 22 h.00

Le Maire
René BERNARD



